

Hong Kong / Paris, le 9 avril 2019

En dépit de cinq années de « *Modinomics* », l'Inde souffre encore de fragilités économiques

Lorsque Narendra Modi était candidat au poste de Premier ministre en 2014, il s'est engagé à stimuler la compétitivité de l'industrie indienne afin de promouvoir la croissance. Il se présentera de nouveau aux élections générales qui se dérouleront entre le 11 avril et le 19 mai. Comparé à 2014, l'économie est désormais en meilleur état, mais bien des fragilités structurelles dont M. Modi a héritées accablent toujours le pays alors que l'enthousiasme à son égard a été refroidi par les résultats mitigés des réformes économiques.

- Le gouvernement a instauré en 2016 l'*Insolvency and Bankruptcy Code* (IBC), qui visait à consolider toutes les lois relatives aux insolvabilités et faillites et à s'attaquer aux avoirs non productifs des banques. Bien que près de douze mille dossiers aient été déposés depuis l'introduction de la nouvelle loi, le manque de ressources du tribunal national du droit des sociétés (NCLT) a entraîné des retards considérables ; la résolution d'une insolvabilité demande encore 4,3 ans en moyenne. Le respect du cadre légal peut également s'avérer difficile pour les investisseurs étrangers qui ne connaissent pas le marché indien.
- En 2016, M. Modi a proposé une mesure de démonétisation afin de lutter contre les flux d'argent illicites et l'évasion fiscale qui accablaient l'économie indienne et réduisaient les recettes fiscales dans un pays en pleine croissance démographique. À la suite de cette décision, les secteurs d'activité reposant sur les flux d'argent en espèces ont vu leurs liquidités se resserrer, ce qui a affaibli la demande et a ralenti la croissance. L'application trop abrupte de cette mesure a provoqué la panique des investisseurs et a déclenché des fuites de capitaux.
- Une taxe sur les biens et services (GST) a été introduite en 2017 pour harmoniser les taux de taxes sur la valeur ajoutée au niveau national et stimuler les recettes du gouvernement. Mais elle a eu un effet ponctuel négatif sur la consommation interne, en raison de la démonétisation concomitante. Bien que la réforme fiscale soit une étape majeure, elle est loin d'être parfaite : la GST demeure complexe, puisqu'elle comprend différentes taxes en fonction des catégories de biens et que beaucoup de produits importants, tels que le pétrole, ne sont pas concernés à ce jour.

Ces réformes économiques ont grevé la croissance du PIB indien, qui a baissé à 6,5 % en 2017, son niveau le plus bas depuis 2012. Rétrospectivement, même si la démonétisation et l'introduction de la GST étaient de saines décisions à moyen terme, leur mise en œuvre a créé des incertitudes à court terme. Par ailleurs, le resserrement des liquidités et les problèmes de

corruption pèsent toujours sur l'économie indienne et les investisseurs nationaux et étrangers en subissent le contrecoup, tout comme le bilan de M. Modi. Le Bharatiya Janata Party (BJP) a connu plusieurs revers en 2018. Bien qu'il gouverne encore 18 des 29 États indiens, il a perdu des sièges à l'issue des élections législatives de 2018 (Vidhan Sabhas), ce qui n'est pas encourageant pour l'élection de 2019.

Des compromis idéologiques et économiques

À supposer que M. Modi obtienne suffisamment de voix pour remporter la majorité relative, le 17^{ème} Lok Sabha (parlement) sera probablement morcelé. Le Premier ministre serait alors contraint de faire des compromis idéologiques et économiques, alors que la fragmentation du parlement pourrait ralentir le processus de réforme. Le nouveau gouvernement devra se concentrer sur l'assainissement du secteur bancaire et la relance du marché du travail pour absorber la hausse de la population active. Onze millions d'emplois ont été supprimés en 2018, dont 83 % en zone rurale, malgré l'engagement de M. Modi en 2014 à faciliter la croissance inclusive. L'intégration de la population active en Inde nécessite un taux de croissance supérieur à 8 %. Il sera difficile d'y parvenir tout en favorisant la stabilité macroéconomique dans un contexte de montée des antagonismes politiques.

« La croissance de la production industrielle a atteint 5,1 % en 2018 par rapport à l'année précédente. Il s'agit d'une amélioration, compte tenu de la croissance anémiée (3,5 %) en 2017. Cependant, nous sommes loin de la croissance potentielle de l'Inde et au-dessous de celle de ses pairs dans la région comme la Chine », explique Carlos Casanova, économiste Asie – Pacifique à Coface. « L'Inde a besoin des IDE pour développer ses infrastructures de base à un niveau adéquat. L'investissement dans les infrastructures indiennes reste entravé par les goulets d'étranglement. Or, cet investissement est nécessaire pour faciliter l'entrée de capitaux dans le secteur manufacturier », ajoute-il.

CONTACT MEDIA

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Coface : for trade - Ensemble, développons l'entreprise

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2018, Coface comptait ~4,100 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

